

COMMUNITY COURT OF JUSTICE,
ECOWAS
COUR DE JUSTICE DE LA COMMUNAUTE,
CEDEAO
TRIBUNAL DE JUSTICA DA COMUNIDADE,
CEDEAO



No. 10 DAR ES SALAAM CRESCENT
OFF AMINU KANO CRESCENT,
WUSE II, ABUJA-NIGERIA.
PMB 567 GARKI, ABUJA
TEL: 234-9-78 22 801
Website: www.courtecowas.org

COUR DE JUSTICE DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE
DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Siégeant à Abuja en République Fédérale du Nigeria

Le 16 février 2016

Affaire N°ECW/CCJ/APP/22/13

Arrêt N°ECW/CCJ/JUG/03/16



Composition de la Cour

Honorable Juge Jérôme TRAORE : Président

Honorable Juge Hamèye Founé MAHALMADANE : Membre

Honorable Juge Alioune SALL : Membre

Assistés de Monsieur DIAKITE Djibo Aboubacar : Greffier

A rendu l'arrêt dont la teneur suit dans l'affaire :

1. Monsieur Ibrahim SORY TOURE, né en 1972 à Conakry, juriste domicilié au quartier Camayenne, Commune de Dixinn (CONAKRY) ;

2. Monsieur Issiaga BANGOURA, né en 1975, à Forécariah, militaire domicilié au quartier Wanindara ; Commune de Ratoma (CONAKRY)

Requérants, ayant pour conseils Monsieur le Bâtonnier Dinah SAMPIL, Maître Mohamed TRAORE et Maître Rachel LIDON, domiciliés pour la procédure chez Maître Mohamed TRAORE, Immeuble CCFA/Kaloum-Conakry (Guinée), tel : (00 224) 664 28 40 11/ (00 224) 655 26 32 33, email : Mohamed reotra66@yahoo.fr

Contre

La République de Guinée:

Défendeur

Ayant pour conseils Maître Maurice Lamey KAMANO, Avocat au Barreau de Conakry, demeurant à Conakry, Commune de Kaloum, quartier Kouléwondy, Rue KA-026, Tel : (00224) 664-23-16-84/631-13-13-08, BP : 3860 et Maître Joachim GBILIMOU ; Avocat au Barreau de Guinée, demeurant à Conakry, Commune de Kaloum, quartier Kouléwondy, Rue KA-026, Tel : (00224) 664-22-70-75/622-22-70-75, BP 3860

I- PROCEDURE

1. Le 13 Novembre 2013, les requérants Ibrahim Sory TOURE et Issiaga BANGOURA, par le biais de leurs conseils, déposaient au greffe de la Cour de justice de la Communauté CEDEAO, une requête pour violation des droits de l'Homme ;

2. Le 06 décembre 2013, le Greffier en Chef de la Cour signifiait ladite requête à la République de Guinée qui n'a pas déposé de mémoire en défense dans le délai de 30 jours ;
3. Le 13 juin 2014, le Greffier en Chef établissait un certificat de carence à l'encontre de la République de Guinée ;
4. Le 13 janvier 2015, suite à une requête des conseils des requérants, le Président du panel des juges leur a accordé un délai de quinze (15) jours pour déposer des pièces complémentaires ;
5. Le 13 mars 2015, les conseils des requérants déposaient au greffe de la Cour une plainte complémentaire et des offres de preuve ;
6. Le 05 juin 2015, les avocats constitués pour le compte de la République de Guinée saisissaient Madame la Présidente de la Cour d'une demande de prorogation de délai ;
7. Le 12 juin 2015, le Président du panel leur accordait un nouveau délai d'un (01) mois pour le dépôt de leurs écritures, suivant ordonnance aux fins de prorogation de délai ;
8. Le 19 octobre 2015, le Greffier en Chef établissait une attestation de non-dépôt du mémoire en défense de la République de Guinée malgré la prorogation de délai qui leur avait été accordée

9. Le dossier a été appelé à l'audience du 07 octobre 2015 et renvoyé au 19 janvier 2016 à la demande des conseils des requérants ;

10. A l'audience du 19 janvier 2016, la République de la Guinée n'a pas comparu. Prenant la parole, les requérants ont demandé à la Cour de faire droit à leurs prétentions d'autant plus que leurs écritures ont été acceptées par le défendeur qui n'a pas produit de conclusions. A l'issue de ces observations, le dossier a été mis en délibéré pour arrêt être rendu le 16 février 2016

II- FAITS-PRETENTIONS ET MOYENS DES PARTIES

11. Par requête en date du 13 novembre 2013, Messieurs Ibrahim Sory TOURE et Issiaga BANGOURA saisissaient la Cour de Justice de la Communauté pour violation de leurs droits et demandent à la Cour de :

- *recevoir leur requête pour être intervenue suivant les formes et délais légaux ;*
- *les y déclarer bien fondés ;*
- *ordonner leur libération provisoire immédiate ;*
- *condamner l'Etat de Guinée au paiement de la somme globale de cent quatorze millions (114.000.000) Francs CFA à Monsieur Issiaga BANGOURA , de dommages intérêts en réparation du préjudice considérable qui lui a été causé, exécutoire de plein droit au prononcé de la décision au taux légal à compter de cette date ;*

- condamner l'Etat de Guinée au paiement de la somme globale de cent vingt-quatre millions (124.000.000) FCFA à Monsieur Ibrahim Sory TOURE, de dommages intérêts en réparation du préjudice considérable qui lui a été causé, exécutoire de plein droit au prononcé de la décision au taux légal à compter de cette date ;

- condamner l'Etat de Guinée aux entiers dépens, s'élevant à la somme de soixante-six millions (66.000.000) de francs CFA à parfaire.

12. Au soutien des violations invoquées, Monsieur Ibrahim Sory TOURE expose qu'il a été interpellé le 19 avril 2013 et gardé à vue, laquelle garde à vue a été prolongée le 23 avril 2013 et le 25 avril 2013 ;

13. Que le 26 avril 2013 et aux termes de huit (08) jours de garde à vue, le Procureur près le Tribunal de première Instance de Dixinn Conakry II décernait un mandat de dépôt contre lui pour présomptions de corruption sur le fondement de l'article 69 du Code de Procédure Pénale ; Que le 29 avril 2013, un réquisitoire introductif d'instance était établi, pour des faits allégués de corruption, au visa des articles 191, 192, 193 et suivants du Code Pénal ; Que le parquet constatant l'incompétence de la juridiction de Dixinn, transférait son dossier à Kaloum où il a été présenté au magistrat instructeur le 06 mai 2013 ; qu'il était inculpé par ce dernier pour corruption sans autres précisions et mandat de dépôt a été décerné contre lui ;

14. Que le 10 mai 2013, il a été interrogé pour la première fois sur le fond et répondait aux questions du Federal Bureau of Investigation (FBI) américain, posées par le Procureur, en présence d'un agent du FBI, de son interprète, de l'avocat aux Etats-Unis de l'Etat guinéen ;

que depuis cet interrogatoire, il n'a plus été interrogé et aucun acte n'a été accompli dans le cadre de l'information ouverte contre lui;

15. Monsieur Issiaga BANGOURA expose qu'il a été interpellé le 16 avril 2013 pour une supposée faute militaire et placé en garde à vue ; que le 18 avril, il a été condamné à un mois d'emprisonnement pour désertion ; que ce même jour, il y'a eu une perquisition à son domicile sans aucun fondement juridique et le lendemain 19 avril 2013, une perquisition chez son nouvel employeur, VBG, sans aucun lien avec une supposée faute militaire ; Que dans le cadre de cette procédure militaire, il n'a pu être assisté et n'a pu apporter de documents pour sa défense ;
16. Qu'après trois (03) semaines d'emprisonnement militaire, il a été transféré au Tribunal de Première Instance de Kaloum, inculpé le 09 mai 2013 du chef de corruption, sans autres précisions et placé en détention par le magistrat instructeur ;
17. Que son épouse aussi a été placée en garde à vue le 30 avril 2013 pour trois (03) jours et a dû partager sa cellule avec des hommes ; qu'elle n'a pas non plus pu nourrir son nouveau-né ;
18. Que le 20 mai 2013, il a été interrogé au fond par le magistrat instructeur et ne l'a plus été depuis lors, encore moins confronté à un quelconque témoin ;
19. Que les différentes demandes de mise en liberté provisoire qu'ils ont introduites par le biais de leur conseil, ont toutes été rejetées par le magistrat instructeur ; Qu'ils ont interjeté appel des ordonnances refusant leur mise en liberté provisoire ;
20. Que le 23 juillet 2013, le magistrat instructeur ordonnait leur mise en liberté provisoire qu'il a assortie du paiement d'une caution ; Qu'ils ont interjeté appel de cette ordonnance et la Chambre

d'accusation a, dans son arrêt du 06 août 2013, ordonné leur mise en liberté provisoire assortie des obligations du contrôle judiciaire ;

21. Que le parquet général s'est pourvu en cassation contre cet arrêt le 7 août 2013 ; qu'ils n'ont jamais reçu notification de la requête aux fins de pourvoi en cassation ;

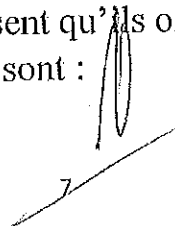
22. Que depuis ce pourvoi en cassation, ils sont demeurés en détention et le magistrat instructeur a rendu une ordonnance de prolongation de leur détention préventive le 05 septembre 2013, sans la motiver et en la fondant sur des articles erronés du Code pénal ;

23. Que ces actes constituent des violations de leurs droits que sont :

- *les droits de la défense dans le cadre de la procédure disciplinaire subie par Monsieur BANGOURA.*
- *le droit à un recours effectif ;*
- *le droit à bénéficier d'un tribunal indépendant ;*
- *le droit à un procès équitable incluant l'égalité des armes et le principe du contradictoire ;*
- *le droit à ne pas subir de traitements inhumains et dégradants ;*

24. Le 13 mars 2015, les requérants déposaient une requête complémentaire d'où il ressort qu'ils ont été libérés le 27 novembre 2013 contre le versement d'une caution de cent cinquante millions (150.000.000) de francs guinéens ; qu'ils concluent que leur demande avant dire droit et relative à leur mise en liberté immédiate n'a plus d'objet ;

25. Que cependant, ils maintiennent les précédentes violations invoquées ci-dessus et exposent qu'ils ont été à nouveau victimes de violation de leurs droits que sont :



- le droit à être jugé dans un délai raisonnable ;
- et le droit à la libre circulation et au libre choix de leur résidence ;

26. Qu'ils sollicitent que la Cour :

- Reçoive leur requête complémentaire et la déclare bien fondée ;
- Condamne l'Etat de Guinée :
 - au paiement de la somme de six cent quatre-vingt-dix millions (690.000.000) de francs guinéen, à parfaire, à Monsieur Issiaga BANGOURA, de dommages et intérêts en réparation du préjudice considérable qui lui a été causé, exécutoire de plein droit au prononcé de la décision au taux légal à compter de cette date ;
 - au paiement de la somme globale de un milliard deux cent trente un million (1.231.000.000) de francs guinéens, à parfaire, à Monsieur Ibrahima Sory TOURE, de dommages et intérêts en réparation du préjudice considérable qui lui a été causé, exécutoire de plein droit au prononcé de la décision au taux légal à compter de cette date ;
- Condamne l'Etat de Guinée aux entiers dépens, s'élevant à la somme, pour chacun des requérants, de deux cent millions (200.000.000) de francs guinéens, à parfaire ;

27. Sur la violation du droit à la défense, Monsieur BANGOURA soutient que la peine d'emprisonnement qui lui a été infligée relève de la matière pénale et il aurait dû bénéficier de toutes les garanties propres au procès équitable ; qu'il n'a jamais été

entendu équitablement et publiquement et n'a pas pu disposer du temps et des facilités nécessaires à la préparation de sa défense, et n'a pas non plus pu communiquer avec un conseil ; que la décision le condamnant à une peine d'emprisonnement ne lui a jamais été notifiée et il n'a pu interjeter appel de cette décision;

28. Qu'il conclut à la violation des articles 14 du Pacte International relatif aux Droits Civils et Politiques (P.I.D.C.C), 7-1 et 10 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (D.U.D.H) et 9 de la constitution guinéenne ainsi que l'arrêt Engel et autres contre Pays-Bas de la Cour Européenne des Droits de l'Homme ;
29. Sur le caractère arbitraire de leur arrestation et détention, les requérants exposent que selon le communiqué du 22 avril 2013, ils ont été arrêtés en qualité de témoins ; qu'à cette date cependant, BANGOURA Issiaga faisait l'objet d'une sanction militaire pour désertion ; que TOURE Ibrahima Sory, lui demeurait en garde à vue sans notification d'aucun droit ni de faits précis jusqu'à son interrogatoire au fond par le magistrat instructeur, sur question d'un de ses conseils ; qu'il ignorait le type d'infraction, les dates et lieux de la supposée infraction ;
30. Que c'est lors de l'interrogatoire au fond en date du 10 mai 2013 que le magistrat instructeur a précisé oralement que Monsieur TOURE est poursuivi pour corruption passive ;
31. Que BANGOURA Issiaga a été inculpé le 09 mai 2013 sans aucune précision sur le chef d'inculpation puisqu'il a seulement été indiqué corruption ; que ce n'est que lors de son interrogatoire au fond du 20 mai 2013 qu'il a pu connaître les raisons de son arrestation, et les accusations portées contre lui ;
32. Qu'en outre, leur arrestation et détention ont été faites en violation de la loi guinéenne ; qu'en effet, la procédure engagée contre eux

n'est fondée sur aucune plainte ni dénonciation alors que selon l'article 38 du Code de Procédure Pénale (CPP) guinéen, le Procureur de la République ne peut mettre en mouvement l'action publique que sur la base d'une plainte ou une dénonciation ; Qu'ils ont été gardés à vue au-delà du délai légal en violation des dispositions de l'article 77 du CPP qui prévoit un délai de garde à vue de quarante-huit (48) heures, prolongée à une reprise et pouvant être doublé en cas d'atteinte à la sûreté de l'Etat ;

33. Que Ibrahima Sory TOURE a été gardé à vue pendant huit (08) jours alors que le délit de corruption ne constitue pas une infraction considérée comme constituant une atteinte à la sûreté de l'Etat ; qu'en outre, la garde à vue des requérants a été faite en violation des articles 62 et suivants du CPP qui prescrivent que le gardé à vue bénéficie du droit de prévenir un membre de sa famille et de consulter un médecin, et que la garde à vue doit être consignée dans un registre ; que leur garde à vue a violé également les dispositions des articles 60 ou 70 du CPP qui prescrivent que le placement en garde à vue n'intervient que s'il est essentiel pour les nécessités de l'enquête et s'il existe des indices graves et concordants de culpabilité contre une personne ; que dans le cas d'espèce, rien ne permettait de prouver que les nécessités de l'enquête exigeaient leur placement en garde à vue ;
34. Que le requérant TOURE Sory Ibrahim a été détenu sur la base d'un mandat de dépôt irrégulier décerné par un Procureur incompétent, en l'occurrence le Procureur de la République près le T.P.I de Dixin qui lui a décerné un mandat de dépôt le 26 avril 2013 ; qu'au regard des articles 131, alinéa 3, 132 et 138 du CPP, le second mandat de dépôt qui lui a été décerné le 06 mai 2013 est également illégal ;
35. Que le magistrat instructeur a renouvelé leur détention préventive en invoquant des articles erronés du code pénal et en s'abstenant de

motiver son ordonnance du 05 septembre 2013 alors même que la Chambre d'accusation avait ordonné leur mise en liberté provisoire sous contrôle judiciaire; qu'en outre, ce renouvellement a été fait en violation de l'article 142 du CPP dans la mesure où aucun acte d'instruction n'avait été posé dans le dossier durant quatre mois ;

36. Qu'enfin, leur détention depuis le 06 août 2013 est arbitraire ; Qu'ils sont restés en détention bien que la Chambre d'Accusation ait ordonné leur mise en liberté provisoire dans son arrêt du 06 aout 2013 ;
37. Que pour le requérant TOURE Sory Ibrahim, sa détention est arbitraire depuis le 08 mai 2013 ; que BANGOURA lui soutient que sa détention est arbitraire depuis le 11 mai 2013 ;
38. Que pour eux, leur arrestation et détention ont été faites en violation des articles 9, 14.3 a) du P.I.D.C.P , 9 de la D.U.D.H, 6 et 9 de la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (C.A.D.H.P) , 9 de la Constitution guinéenne ;
39. Sur la violation de leur droit à un recours effectif, BANGOURA Issiaga et TOURE Sory Ibrahim soutiennent qu'ils ont interjeté appel de plusieurs ordonnances du juge d'instruction ; qu'en outre, ils ont introduit des requêtes en annulation ; Qu'à ce jour, aucune juridiction ne s'est prononcée sur les requêtes en nullité, ce qui constitue un déni de justice ; que la question de la contestation de la constitution de partie civile de l'Etat guinéen n'a pas aussi été tranchée ;
40. Qu'ils citent au fondement de ce moyen les articles 9.4 du P.I.D.C., 8 de la D.U.D.H, 7.1 de la C.A.D.H.P, la jurisprudence de la Cour Européenne des Droits de l'Homme ainsi que de la Cour de Justice de la CEDEAO ;

41. Sur la violation du principe d'indépendance de la justice, ils exposent que le mode de saisine du juge d'instruction en Guinée contrevient à une apparence d'indépendance en ce sens que celui-ci est saisi par le Procureur de la République, lequel est soumis à l'autorité du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice ; Qu'ils ont pu constater visuellement que le magistrat instructeur et le parquet prenaient les directives directement du Ministre de la Justice, ce qui contrevient au principe d'indépendance ;
42. Que les déclarations du Ministre de la Justice qui a critiqué leurs conseils, constituent une violation de la Constitution guinéenne ;
43. Que le magistrat instructeur n'a pas fait preuve d'indépendance dans le traitement des procédures les concernant ;
44. Que cette absence d'indépendance de la justice constitue une violation des articles 14.1 du P.I.D.C., 10 de la D.U.D.H, 107 et 111 de la Constitution guinéenne ainsi que la jurisprudence de la Cour Européenne des Droits de l'Homme (C.E.D.H);
45. Sur la violation des principes du contradictoire et de l'égalité des armes, les requérants soutiennent que le principe du contradictoire n'a pas été respecté aussi bien devant le magistrat instructeur qu'à la Chambre d'Accusation ; qu'ils n'ont pas, en effet, eu communication de la procédure les concernant et qu'ils ne sont pas entrés en possession de l'entier dossier y relatif ;
46. Qu'ils citent au fondement de cette allégation les articles 14 du P.I.D.C.P, 10 de la D.U.D.H, 9 de la Constitution guinéenne ainsi que de la jurisprudence de la Cour Européenne des Droits de l'Homme;

47. Sur le caractère inhumain et dégradant des traitements subis par BANGOURA Issiaga, il soutient qu'il a été placé en détention préventive malgré son mauvais état de santé, qui était connu du magistrat instructeur ; que détenu, il n'a pas pu consulter un médecin spécialiste ; que son état de santé s'est progressivement détérioré du fait de sa détention ; Qu'il s'agit là de traitements inhumains et dégradants ;
48. Qu'au fondement de cette allégation, il invoque les articles 7 du P.I.D.C.P, 5 de la D.U.D., 5 de la C.A.D.H.P, 5 , 6 et 15 de la Constitution guinéenne ainsi que des décision de la C.E.D.H ;
49. Sur la violation de leur droit à être jugé dans un délai raisonnable, BANGOURA Issiaga et Ibrahim Sory TOURE soutiennent que certaines de leurs requêtes, déposées au cabinet du magistrat instructeur n'ont jamais reçu de réponses ; qu'il en est ainsi de deux requêtes de main levée de contrôle judiciaire pour motifs de santé déposées dans l'intérêt de BANGOURA Issiaga les 3 décembre 2013 et 19 mai 2014 et de la requête aux fins de clôture de l'instruction du 25 février 2014 ; qu'en outre, certaines de leurs requêtes n'ont pas été examinées dans des délais raisonnables ; que leur requête aux fins de main levée du contrôle judiciaire déposée le 17 mars 2014 au cabinet du magistrat instructeur n'a reçu une réponse que le 14 mai 2014, soit deux (02) mois après, en violation des dispositions de l'article 145, alinéa 2 du CPP guinéen, qui prévoit un délai de cinq (05) jours ; que la demande de main levée du contrôle judiciaire déposée à la Chambre d'Accusation le 12 juin 2014 n'a reçu une réponse que le 18 décembre 2014, soit après un délai de six (06) mois, en violation de l'article 145, alinéa 2 du CPP guinéen qui prévoit un délai de vingt un (21) jours pour statuer sur de telles demandes ; qu'enfin, la Cour Suprême, saisie d'un pourvoi en cassation le 07 août 2013 ne s'est prononcée que le 14 avril 2014, par une décision d'irrecevabilité du pourvoi ; que plus généralement, l'instruction ouverte il y'a près de deux années n'a pas évolué depuis l'inculpation des requérants ;

50. Qu'au fondement de cette violation, les requérants invoquent les articles 9 alinéa 3 et 4 , 14 du P.I.D.C.P, 7 de la C.A.D.H.P, le CPP de la Guinée en ses articles 145 et 225 ainsi que les arrêts GBABGO contre Côte d'Ivoire en date du 22 février 2013 et AMOUZOU Henri et cinq autres (ECW/CCJ/JUG/04/09) du 17 décembre 2009 de la Cour de Justice de la CEDEAO et l'arrêt SANCHÈZ REISSE contre Suisse (CEDH, 21 octobre 1986, série A N°164) ;
51. Sur la violation de leur droit à la liberté de circulation et au libre choix de la résidence, les requérants la fondent d'une part sur le fait qu'ils ont été maintenu en détention entre le 06 août 2013 et le 29 novembre 2013, pour cause de pourvoi supposément suspensif du Ministère public guinéen, pourvoi qui, pourtant ne l'était pas, et d'autre part, sur le fait qu'ils ont été soumis à un contrôle judiciaire qu'ils estiment strict et qui leur imposait des obligations de :
- ne pas sortir de certaines limites territoriales ;
 - ne pas se rendre dans les lieux publics et s'abstenir de toutes déclarations dans les radios publiques ou privées de la place ;
 - informer le juge d'instruction de tout déplacement au-delà de Conakry ;
 - se présenter deux fois dans la semaine, tous les lundi et vendredi au cabinet du juge ;
52. Qu'ils citent l'article 12 §1 du P.I.D.C.P, l'article 13.1 de la D.U.D., l'article 12 (1) (2) de la C.A.D.H.P, l'article 10, alinéa 4 de la Constitution guinéenne et l'arrêt Simone Ehivet et Michel GBAGBO contre Côte d'Ivoire (ECW/CCJ/JUD/03/13) du 22 février 2013 ;
53. Sur les réparations sollicitées, les requérants invoquent les articles 66 et suivants des règles de la Cour ;

III- MOTIFS DE LA DECISION

En la forme

1. Sur la recevabilité de la requête

54. Attendu que la requête des requérants est conforme aux prescriptions de l'article 33-1 et 2 du Règlement de la Cour ; Qu'en outre, leur requête complémentaire est également conforme aux dispositions précitées ;
55. Que les requêtes étant conformes aux conditions de recevabilité prévues par l'article 33.1 et 2, il y'a lieu de les déclarer recevables ;

2. Sur la compétence

56. Attendu qu'aux termes de l'article 9-4 du Protocole Additionnel (A/SP.1/01/05) du 19 janvier 2005 portant Amendement du Protocole (A/P.1/7/91) relatif à la Cour de Justice de la Communauté : « La Cour est compétente pour connaître des cas de violation des droits de l'Homme dans tout Etat membre » ;
57. Attendu qu'en l'espèce, les requêtes des requérants portent sur la constatation de la violation de leurs droits ; que les faits évoqués se rapportent effectivement à des actes qu'ils estiment attentatoires à leurs droits ;
58. Qu'il y'a lieu par conséquent pour la Cour de retenir sa compétence pour examiner lesdites requêtes ;

3. Sur le défaut à l'encontre de la République de Guinée

59. Attendu qu'aux termes de l'article 90 du Règlement de la Cour : « Si le défendeur, régulièrement mis en cause, ne répond pas à la

requête dans les formes et délais prescrits, le requérant peut demander à la Cour de lui adjuger ses conclusions » ;

60. Attendu qu'en l'espèce, la République de Guinée a reçu notification de la requête le 06 décembre 2013 ; qu'elle n'a pas répondu à la requête dans le délai de trente (30) jours qui lui a été prescrit ;

61. Que suivant requête en date du 05 juin 2015, elle a sollicité une prorogation de délai qui lui a été accordée par ordonnance en date du 12 juin 2015 ; que malgré cette prorogation, aucune écriture n'a été déposée par la République de Guinée ;

62. Qu'au regard donc de ce qui précède, il y'a lieu de faire application des dispositions de l'article 90 précité et rendre une décision par défaut contre la République de Guinée ;

Au fond

1. Sur la violation des droits de la défense de Monsieur BANGOURA

63. Attendu que les droits de la défense sont consacrés par les articles 7 de la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples, 10 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et 14.2 du Pacte International sur les Droits Civils et politiques (P.I.D.C.P); Que ces droits comprennent le droit pour toute personne accusée d'une infraction pénale de se faire assister d'un conseil de son choix, d'être informé de la possibilité qu'il a à s'attacher les services d'un conseil et même d'obtenir gratuitement et aux frais de l'Etat l'assistance d'un conseil lorsque l'intérêt de la justice l'exige;

64. Attendu que la Cour ne peut constater et sanctionner la violation des droits de l'Homme que si celui qui allègue de telles violations en rapporte la preuve »
65. Que la Cour, dans l'arrêt rendu le 17 février 2010 dans l'affaire GARBA Daouda contre la République du Bénin (N°ECW/CCJ/APP/03/09) a affirmé au paragraphe 35 dudit arrêt que : *« Il est de règle générale en droit qu'au cours du procès, la partie qui fait des allégations doit en apporter la preuve. La constitution et la démonstration de la preuve appartiennent donc aux parties en procès. Elles doivent utiliser tous les moyens légaux et fournir les éléments de preuve tendant à soutenir leurs prétentions. Ces preuves doivent être convaincantes pour établir un lien entre elles et les faits allégués »* ;
66. Attendu qu'en l'espèce, le requérant BANGOURA Issiaga ne produit pas à l'appui de ses déclarations, des actes pouvant fonder les allégations de violation de ses droits à la défense ; Qu'il ne produit en effet ni la décision qui le condamne à un (01) mois d'emprisonnement, ni aucun autre acte d'une autre nature qui pourrait attester d'une part qu'il a été jugé pour désertion, et d'autre part qu'il a été victime de la violation de ses droits à la défense lors dudit jugement ; Qu'il n'existe au dossier aucune pièce qui puisse attester ses déclarations ;
67. Qu'il y'a lieu de relever que même les conseils du requérant n'ont pas pris pour « argent comptant » les déclarations du requérant puisqu'eux-mêmes précisent à la page 12 au point 3.4, premier paragraphe, de leur requête initial, « qu'il ne figure au dossier aucun procès-verbal ni aucun mandat d'interpellation » et utilisent le verbe « sembler » dans leur narration des faits ;

68. Qu'il echet par conséquent de conclure que la prétention de violation des droits de la défense de BANGOURA Issiaga est mal fondée ;

2. Sur le caractère arbitraire de l'arrestation et de la détention des requérants BANGOURA Issiaga et Sory Ibrahima TOURE

69. Attendu que l'arrestation et la détention arbitraire de tout individu sont prohibées par les articles 6 de la C.A.D.H.P, 9 de la D.U.D.H et 9 du P.I.D.C.;

70. Attendu que pour le Groupe de Travail sur la détention arbitraire mis en place par la Commission des droits de l'Homme des Nations Unies : « La détention revêt un caractère arbitraire à chaque fois que la situation juridique relève d'une des trois catégories suivantes :

- Il est manifestement impossible d'invoquer un fondement juridique quelconque qui justifie la privation de la liberté ;
- La privation de liberté résulte de l'exercice par l'intéressé de droits ou de libertés proclamés dans les articles 7, 13, 14, 18, 19, 20 et 21 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et, pour autant que les Etats concernés soient parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, dans les articles 12, 18, 19, 21, 22, 25, 26 et 27 de cet instrument ;
- L'inobservation, totale ou partielle, des normes internationales relatives au droit à un procès équitable, énoncées dans la Déclaration Universelle des droits de l'Homme et dans les instruments Internationaux pertinents acceptés par les Etats concernés, est d'une gravité telle que la privation de liberté prend un caractère arbitraire » ;

71. Attendu qu'en l'espèce, les requérants n'apportent pas la preuve du caractère arbitraire de leur détention ; qu'ils se contentent en effet de déclarer qu'aucun motif ne leur a été notifié au moment de leur arrestation ; qu'aucune preuve matérielle ne permet à la Cour de fonder de telles allégations ;
72. Attendu qu'il est constant que l'interpellation des requérants s'est faite à l'issue des perquisitions dont ils ont fait l'objet ; que ces perquisitions ont été effectuées par la police judiciaire sur réquisition du Procureur de la République près le Tribunal de Première Instance de Dixinn et un procès-verbal a été établi en ce qui concerne Ibrahima Sory TOURE ; que ce dernier a été présenté au Procureur de la République ci-dessus cité ; Que la réquisition s'est faite dans le cadre de l'exécution d'un accord de coopération judiciaire entre la République de Guinée et le Gouvernement des Etats-Unis pour les besoins d'une enquête multi juridictionnelle en cours et portant sur des allégations de corruption entourant l'obtention de droits miniers en République de Guinée ; Qu'il serait tout de même étonnant que les requérants n'aient pas été informés des motifs de leur interpellation qui s'est faite à la suite d'une perquisition ;
73. Qu'en tout état de cause, les allégations des requérants relativement au caractère arbitraire de leur arrestation ne sont fondées sur aucun élément de preuve ; Qu'aucun acte ne permet à la Cour de constater l'absence de notification des motifs de leur arrestation ; Que comme relevé ci-dessus, la Cour ne peut fonder la violation des droits de l'Homme sur des allégations sans fondement ;
74. Qu'en l'absence de tels éléments, il échet de conclure au caractère mal fondé de la violation invoquée ;
75. Attendu qu'en ce qui concerne le dépassement de huit (08) jours des délais de garde à vue invoqué par les requérants pour justifier le caractère arbitraire de leur détention pendant l'enquête préliminaire, ils n'en apportent aucunement la preuve ; qu'aucun acte ne permet

en effet de constater un tel dépassement ; que ce faisant, cette prétention se trouve aussi être mal fondée ;

76. Que s'agissant de leur détention par le juge d'instruction du cabinet N°02 du T.P.I de Kaloum, il ressort de la procédure que cette détention est fondée sur des titres de détention ; qu'un mandat de dépôt a été décerné contre chacun des requérants lors de l'inculpation pour des faits de corruption ; que leur détention a été donc faite sur la base d'un acte délivré par une autorité compétente, conformément aux prescriptions de la législation guinéenne ;
77. Qu'en outre, le renouvellement de la détention des requérants a été fait par le juge d'instruction chargé de l'instruction de leur dossier ; qu'au regard de la législation guinéenne, celui-ci a le droit de procéder à la prolongation de la détention en la motivant ;
78. Qu'il n'appartient pas au juge communautaire d'apprécier les motifs de l'ordonnance de prolongation de la détention du juge d'instruction vu qu'il n'est pas une chambre d'instruction de second degré ;
79. Qu'au regard des éléments ci-dessus évoqués, il y'a lieu de conclure que la détention des requérants, ordonnée respectivement le 06 mai et le 09 mai et prolongée par le juge d'instruction n'a pas un caractère arbitraire ;
80. Attendu que la Chambre d'Accusation de la Cour d'Appel de Conakry ordonnait la mise en liberté provisoire des requérants suivant arrêt en date du 06 août 2013 ; que suite à cet arrêt, l'Avocat général a formé pourvoi le lendemain même du rendu de l'arrêt, pourvoi sur lequel le Parquet Général de la Cour d'Appel de Conakry s'est fondé pour suspendre l'exécution de l'arrêt de mise en liberté

provisoire des requérants, maintenant ainsi les requérants en détention ;

81. Attendu cependant que la loi N°91/008 du 23 décembre 1991 portant attributions et fonctionnement de la Cour Suprême ne confère pas un caractère suspensif au pourvoi formé contre les arrêts rendus par la Chambre d'Accusation en matière de détention préventive ; que la suspension des effets de l'arrêt de la Chambre d'Accusation en date du 06 août 2013 n'avait pas de fondement légal ;

82. Attendu que les requérants devaient être mis en liberté provisoire depuis le 06 août 2013 ; Que leur maintien en détention au-delà de cette date, sans fondement légal, et ce jusqu'au 29 novembre 2013, date de l'ordre de mise en liberté, constitue une détention arbitraire et viole par conséquent les articles 9 du P.I.D.C et de la D.U.D.H ;

2. Sur la violation du droit à un recours effectif

83. Attendu que le droit à un recours effectif est garanti par les instruments internationaux de protection des droits de l'homme notamment, la C.A.D.H.P en son article 7, la D.U.D.H en son article 8 et le P.I.D.C.P en son article 2.3; Que l'article 2.3 du Pacte précité dispose que :

« 3. Les Etats parties au présent Pacte s'engagent à:

a) Garantir que toute personne dont les droits et libertés reconnus dans le présent Pacte auront été violés disposera d'un recours utile, alors même que la violation aurait été commise par des personnes agissant dans l'exercice de leurs fonctions officielles;

b) Garantir que l'autorité compétente, judiciaire, administrative ou législative, ou toute autre autorité compétente selon la législation de l'Etat, statuera sur les droits de la personne qui forme le recours et développera les possibilités de recours juridictionnels;

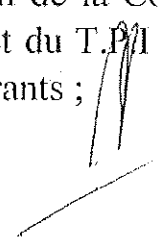
c) Garantir la bonne suite donnée par les autorités compétentes à tout recours qui aura été reconnu justifié » ;

84. Attendu que le recours effectif, selon Pierre MERTENS, dans son article « le droit à un recours effectif devant l'autorité nationale compétente dans les conventions internationales relatives à la protection des droits de l'homme », *est celui qui ne sera pas de pure forme mais offrira toutes les garanties d'efficacité requises et quelque chance de succès, celui qui aboutira à une décision susceptible de se matérialiser dans les faits* ; que le recours effectif est celui qui permet donc à son auteur non seulement de saisir l'autorité compétente (judiciaire ou administrative) de sa requête mais aussi d'obtenir d'elle une décision pouvant se matérialiser dans les faits ;

85. Attendu qu'en l'espèce, les requérants ont saisi la Chambre d'Accusation de la Cour d'Appel de Conakry des requêtes en annulation de la procédure d'information engagée contre eux, qu'ils considèrent comme violant leurs droits fondamentaux ; qu'il ressort du dossier que ces requêtes ont été reçues sous le numéro 24 le 13 mai 2013 par ladite Chambre ;

86. Qu'ils ont également déposé une requête aux fins de clôture de l'instruction le 25 février 2014 au cabinet du juge d'instruction ;

87. Que cependant, aucune décision relative à ces recours n'a été rendue par ces juridictions à ce jour ; qu'en ne donnant aucune suite aux requêtes en annulation et aux fins de clôture de l'instruction déposées par les requérants, la Chambre d'Accusation de la Cour d'Appel de Conakry et le juge d'instruction du cabinet du T.P.I de Dixin ont violé le droit à un recours effectif des requérants ;



3. Sur la violation du principe d'indépendance de la Justice

88. Attendu que la D.U.D.H en son article 10 et le P.I.D.C.P en son article 14.1 consacrent le droit que toute personne a, en pleine égalité, à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal indépendant et impartial... ;

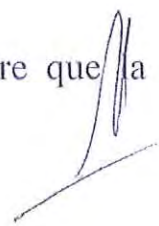
89. Que l'indépendance de la Justice, qui est un principe sacro-saint de la démocratie postule que la justice, dans son fonctionnement, ne doit faire l'objet d'immixtion de la part de l'exécutif ou du législatif ; Qu'en d'autres termes, il doit y avoir une séparation des pouvoirs consacrés constitutionnellement ;

90. Qu'il ressort des principes fondamentaux relatifs à l'indépendance de la magistrature, adoptés par le septième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants qui s'est tenu à Milan du 26 août au 6 septembre 1985 et confirmés par l'Assemblée générale dans ses Résolutions 40/32 du 29 novembre 1985 et 40/146 du 13 décembre 1985 que : « 1. L'indépendance de la magistrature est garantie par l'Etat et énoncée dans la Constitution ou la législation nationale. Il incombe à toutes les institutions, gouvernements et autres, de respecter l'indépendance de la magistrature.

2. Les magistrats règlent les affaires dont ils sont saisis impartialement, d'après les faits et conformément à la loi, sans restrictions et sans être l'objet d'influences, incitations, pressions, menaces ou interventions indus, directes ou indirectes, de la part de qui que ce soit ou pour quelque raison que ce soit » ;

91. Attendu qu'en l'espèce, la Constitution de la République de Guinée consacre le principe de l'indépendance du pouvoir judiciaire en son article 107 ;

92. Que la saisine du juge d'instruction par le Procureur est prescrit par la législation guinéenne ; Qu'il faut relever ici que cette saisine ne compromet en rien l'indépendance du juge d'instruction qui est un magistrat du siège et détenteur du pouvoir judiciaire ; Que s'il est vrai que le Procureur de la République est un magistrat soumis hiérarchiquement au Procureur Général, lui-même soumis au Ministre de la Justice, il y'a lieu de le distinguer du juge d'instruction qui est un magistrat indépendant qui exerce ses fonctions en toute indépendance ; que c'est lui qui est chargé de conduire l'instruction des dossiers dont il est saisi et non le Procureur qui le saisit ; Que dès lors, l'on ne peut considérer la simple saisine du juge d'instruction par le Procureur comme violant l'indépendance de la justice ;
93. Qu'en outre, comme la Cour l'a déjà relevé dans ses arrêts Hadijatou Mani Koraou contre République du Niger en date du 27 octobre 2008 (Arrêt N°ECW/CCJ/JUD/06/08) et Abdoulaye BALDE et autres contre la République du Sénégal en date du 22 février 2013 (ECW/CCJ/JUG/04/13) , il ne lui appartient pas d'apprécier la législation des Etats membres ; Or en l'espèce, la saisine du juge d'instruction par le Procureur de la République est prescrite par la Loi N°037/AN /98 du 31 Décembre 1998 portant Code de Procédure Pénale de la Guinée ; Que donner son appréciation sur cette loi serait faire une appréciation de la loi portant Code de Procédure Pénale de la Guinée, ce qu'elle ne peut faire ;
94. Qu'enfin, les actes invoqués par les requérants relatifs à l'immixtion du Ministre de la Justice dans la procédure ne sont pas justifiées ; qu'il s'agit là de simples allégations non étayées par des éléments de preuve ;
95. Qu'au regard de ce qui précède, il échet de conclure que la violation invoquée est mal fondée ;



4. Sur la violation du principe du contradictoire et l'égalité des armes

96. Attendu que l'égalité des armes est un des éléments inhérents à la notion de procès équitable ; qu'elle veut que chaque partie se voit offrir une possibilité raisonnable de présenter sa cause dans des conditions qui ne la placent pas dans une situation de désavantage par rapport à son adversaire et exige que soit ménagé un juste équilibre entre les parties ; Que le principe du contradictoire signifie la possibilité pour les parties de connaître et de commenter tous les éléments de preuve produits et toutes les observations présentées de manière à orienter la décision du Tribunal ; que ce principe est étroitement lié à l'égalité des armes et sont consacrés par les articles 10 de la D.U.D.H et 14 du P.I.D.C.P ; Que la violation de l'égalité des armes résulterait donc d'un déséquilibre provoqué par une juridiction, entre les parties à un procès dans la présentation de leur cause ; que la violation du principe du contradictoire impliquerait le fait qu'une personne accusée n'ait pas pu connaître et discuter les éléments de preuve sur lesquels se fondent son accusation ; Que la C.E.D.H dans son arrêt Kuopila contre la Finlande (N°27752/95 du 27 avril 2000) a jugé que la non-communication des preuves à la défense peut porter atteinte à l'égalité des armes ainsi qu'au principe du contradictoire ; Que la même Cour, dans son arrêt Matyjek c. contre la Pologne (N°38184/03 du 24/04/2007) jugeait que le fait que l'accusé ait eu un accès limité à son dossier et à d'autres documents constituait une atteinte à l'égalité des armes ; Que dans son arrêt Rowe et Davis contre le Royaume Unie (N°28901/95 du 16/02/20002), elle a relevé que le principe du contradictoire nécessite que les autorités de poursuite communiquent à la défense toutes les preuves pertinentes en leur possession, à charge comme à décharge ;
97. Attendu qu'en l'espèce, il apparaît du dossier que les requérants n'ont pas été mis dans les mêmes conditions que l'accusation dans le cadre de leur défense, au cours de la procédure d'instruction ; Qu'en

effet, ils n'ont pas, d'une part, eu communication des pièces de la procédure dans des délais qui puissent leur permettre d'assurer convenablement leur défense et, d'autre part, certaines pièces ne leur ont pas été communiquées ;

98. Qu'un interrogatoire au fond programmé le 09 mai 2013 a dû être reporté au 10 mai 2013, parce que le dossier n'avait pas été mis à la disposition des requérants ; Que ledit interrogatoire qui s'est tenu le 10 mai l'a été en présence de tierces personnes sans qu'ils n'aient été préalablement informés ;
99. Que le rapport du Commissaire divisionnaire CONDE ne leur a pas été communiqué alors qu'il s'agit d'une pièce essentielle de la procédure ; Que ce rapport porte sur des actes d'enquêtes notamment les perquisitions effectuées au domicile de Ibrahima Sory TOURE et Issiaga BANGOURA ; Qu'il s'agit en réalité du rapport des perquisitions effectuées et qui ont donné lieu à la saisie d'objets d'une part et, d'autre part à l'interpellation des requérants ;
100. Que sa communication était donc nécessaire pour permettre aux requérants de discuter de son contenu ; Qu'en ne le communiquant pas aux requérants au cours de la procédure, les autorités judiciaires, particulièrement le juge d'instruction du cabinet N°2 du Tribunal de Première Instance de Kaloum, ont violé le principe du contradictoire ;
101. Qu'au regard de ce qui précède, il échet de conclure que l'Etat de Guinée, par le biais de ses autorités judiciaires, a violé les principes de l'égalité des armes et du contradictoire dans la procédure engagée contre les requérants ;

5. Sur le caractère inhumain et dégradant du traitement subi par BANGOURA Issiaga

102. Attendu que les articles 5 de la C.A.D.H.P, 5 de la D.U.D.H et 7 du P.I.D.C.P interdisent les traitements inhumains et/ou dégradants sur toute personne ;
103. Attendu que le traitement inhumain, selon la Cour Européenne des Droits de l'Homme dans l'arrêt Tyrer (CEDH, 25/04/1978), est celui qui engendre de vives souffrances physiques et morales susceptibles de surcroît d'entraîner des troubles physiques aigues ; que le traitement dégradant, suppose, selon la même Cour, des mesures de nature à créer chez des individus des sentiments de peur, d'angoisse et d'infériorité propres à les humilier, à les avilir et à briser éventuellement leur résistance physique ou morale ;
104. Attendu qu'en l'espèce, le fait de placer le requérant BANGOURA Issiaga en détention préventive, bien qu'il ait signalé son état de santé, ne constitue pas en soi des traitements inhumains et dégradants si la mesure de placement en détention préventive est justifiée d'une part et, d'autre part, s'il n'existe aucun acte médical permettant au juge d'instruction, d'apprécier la compatibilité de l'état de santé de la personne mise en cause à la mesure de privation de liberté ;
105. Qu'en outre, le placement en détention préventive ne prive pas l'inculpé de son droit de subir des soins si son état de santé le nécessite, même en dehors de son lieu de détention ;
106. Attendu qu'il y'aurait eu traitements inhumains et dégradants si le requérant n'avait pas eu la possibilité de se soigner malgré une détérioration de son état de santé et s'il était même privé de soins sur ordre du juge d'instruction ; Que cela n'est pas le cas en l'espèce ; Qu'en effet, le requérant a non seulement été consulté par un

médecin interne à la maison d'arrêt mais aussi, il a été autorisé à subir des soins dans un centre hospitalier ; Que des mesures ont donc été prises pour préserver l'état de santé du requérant, notamment son placement dans un centre hospitalier ;

107. Qu'au regard donc de ce qui précède, il y a lieu de conclure que BANGOURA Issiaga n'a pas été victime de traitements inhumains et dégradants ;

6. Sur la violation du droit d'être jugé dans un délai raisonnable

109. Attendu que les articles 7 de la C.A.D.H.P , 9, alinéa 3, 14 du P.I.D.C.P consacrent le droit pour tout citoyen à ce que sa cause soit entendue dans un délai raisonnable ; Que selon la C.E.D.H, la notion de délai raisonnable s'apprécie suivant les circonstances de la cause, notamment la complexité de l'affaire, le comportement du requérant et celui des autorités administratives et judiciaires compétentes (CEDH, Boddaert contre Belgique, 12 octobre 1992, série A n°235-D) ;

110. Que pour la détermination de la durée d'une procédure pénale, il est pris comme point départ la date de l'accusation (CEDH, arrêt Eckel du 15 juillet 1982, Série A n°51) et la date de la décision définitive comme point final ;

111. Attendu qu'en l'espèce, les requérants Ibrahima Sory TOURE et Issiaga BANGOURA ont été respectivement inculpés le 06 mai et le 09 mai 2013 pour des présomptions graves de corruption passive ; Que le juge d'instruction en charge du dossier a procédé à leur interrogatoire au fond respectivement le 10 mai et le 20 mai 2013 ; Qu'à ce jour, soit plus de deux (02) ans après leur inculpation, il n'existe aucune décision de justice relativement aux faits qui leur sont reprochés ;

112. Attendu cependant qu'il n'est pas établi que les faits reprochés aux requérants présenteraient une certaine complexité nécessitant de longues investigations ; Qu'en effet, les personnes inculpées dans la procédure sont au nombre de deux et ont été interrogées sur le fond de l'affaire ; Que des perquisitions ont été effectuées et des objets saisis ; Que le juge d'instruction en charge du dossier n'a posé aucun acte relatif à la recherche de la manifestation de la vérité après l'interrogatoire au fond des inculpés ; Qu'en outre, il s'agit de faits délictuels ne nécessitant pas en principe une longue période d'instruction ;

113. Qu'au regard donc de la nature des faits reprochés aux requérants et de l'absence de complexité dans la procédure, deux (02) ans sans qu'aucune décision de justice ne soit rendue, ne paraît pas raisonnable ;

114. Qu'il y'a lieu de conclure que leur droit d'être jugé dans un délai raisonnable a été violé ;

7. Sur la violation du droit à la liberté de circulation et au libre choix de sa résidence

115. Attendu que les articles 12 (1) (25) de la C.A.D.H.P, 13.1 de la D.U.D.H et 12§1 du P.I.D.C.P consacrent le droit pour toute personne de circuler librement et de choisir sa résidence ;

116. Que cependant, ce droit n'est pas absolu et peut faire l'objet de limitation par la loi ou pour d'autres motifs;

117. Attendu qu'en l'espèce, les requérants ont été placés sous contrôle judiciaire suivant une ordonnance du juge d'instruction, en date du 27 novembre 2013, suite à leur mise en

liberté provisoire ; Que le contrôle judiciaire est prévu par la législation guinéenne ;

118. Que bien que le contrôle judiciaire constitue une mesure restrictive de la liberté de circuler et de choisir librement sa résidence, il ne saurait constituer une violation de cette liberté dès lors qu'il a été prescrit par une décision judiciaire ;

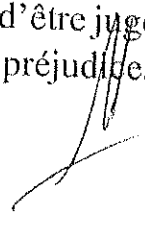
119. Qu'il échet donc de conclure qu'il n'y a pas violation du droit à la liberté de circulation et au libre choix de la résidence des requérants ;

8. Sur les réparations

120. Attendu que la compétence de la Cour en matière de violation des droits de l'homme lui permet non seulement de constater lesdites violations mais aussi d'ordonner leur réparation s'il y a lieu ;

121. Que dans l'affaire BADINI Salfo contre Burkina-Faso (ECW/CCJ/JUD/13), la Cour relevait que : » Les mesures [qu'elle] ordonne (...) lorsqu'elle constate la violation des droits de l'homme ont principalement pour finalité la cessation desdites violations et la réparation. Elle tient compte pour cela des circonstances propres à chaque affaire pour indiquer les mesures adéquates... » ;

122. Attendu qu'en l'espèce, la Cour constate que les requérants ont été victimes d'une détention arbitraire sur la période comprise entre le 06 août 2013 et le 29 novembre 2013 et de la violation du principe du contradictoire et de l'égalité des armes, le droit d'être jugé dans un délai raisonnable et le droit à un recours effectif, dans la procédure engagée contre eux ;

123. Que ce faisant, il convient pour la Cour d'ordonner la réparation de telles violations par une indemnisation des requérants ;
124. Attendu que le requérant Ibrahim Sory TOURE avant sa détention, était contractuel dans la société VBG Sarl en qualité d'Analyste Senior en Relations Institutionnelles ; qu'il percevait un salaire mensuel d'environ Quarante millions (40.000.000) de francs guinéens ; Qu'il a perdu son emploi du fait de sa détention provisoire ;
125. Attendu que le requérant BANGOURA Issiaga aussi avait un contrat de travail à durée indéterminée avec la société VBG Sarl avant sa détention ; Qu'il percevait un salaire mensuel d'environ Douze millions (12.000.000) de francs guinéens ; qu'il a aussi perdu son emploi à la suite de sa détention ;
126. Attendu que les requérants ont perdu leur emploi du fait de leur détention provisoire, laquelle présente un caractère arbitraire ;
127. Que la perte de leur emploi leur cause inévitablement un préjudice financier ;
128. Qu'il convient par conséquent d'ordonner la réparation de ce préjudice en octroyant des dommages-intérêts à chacun des requérants ;
129. Qu'en outre, la violation du principe du contradictoire, du droit à un recours effectif, de l'égalité des armes et du droit d'être jugé dans un délai raisonnable leur a également causé des préjudices qu'il convient de réparer ;
- 

9. Sur les dépens

130. Attendu qu'aux termes de l'article 66.2 du Règlement de la Cour : « 1. Il est statué sur les dépens dans l'arrêt ou l'ordonnance qui met fin à l'instance.

2. Toute partie qui succombe est condamnée aux dépens, s'il est conclu en ce sens » ;

3. Attendu qu'en l'espèce, la République de la Guinée a succombé dans la présente procédure ;

4. Qu'il y'a lieu par conséquent de la condamner aux entiers dépens ;

Par ces motifs

La Cour, statuant publiquement, par défaut à l'encontre de la République de Guinée, en matière de violation des droits de l'Homme, en premier et dernier ressort ;

En la forme :

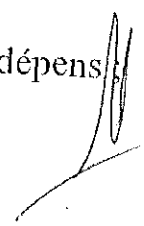
- Déclare la requête recevable ;
- Se déclare compétente pour en connaître ;

Au fond ;

- Déclare mal fondés la violation du droit à la défense et les traitements inhumains et dégradants invoqués par BANGOURA Issiaga ;
- Dit que les prétentions des requérants relatives au caractère arbitraire de leur arrestation, à la violation du principe

d'indépendance de la justice, et à la violation de leur droit à la libre circulation et au libre choix de leur résidence sont mal fondées ;


- Dit que leur détention en vertu des titres émis par le juge d'instruction n'est pas constitutive de violation des droits de l'homme ;
- Dit par contre que leur détention est devenue arbitraire sur la période allant du 06 août au 29 novembre 2013 ;
- Dit également que l'Etat de la Guinée, à travers ses autorités judiciaires, a violé le droit des requérants à un recours effectif, le principe du contradictoire et l'égalité des armes ainsi que le droit d'être jugé dans un délai raisonnable ;
- Condamne la République de Guinée à payer la somme de Trente millions (30.000.000) FCFA à Ibrahim Sory TOURE et la somme de Quinze millions (15.000.000) FCFA à Issiaga BANGOURA pour toutes causes de préjudices confondus ;
- Les déboute du surplus de leurs prétentions ;
- Condamne la République de la Guinée aux entiers dépens ;




Ainsi fait, jugé et prononcé publiquement en audience à Abuja en République Fédérale du Nigeria, par la Cour de Justice de la Communauté, CEDEAO, les jours, mois et an susdits ;

Ont signé :

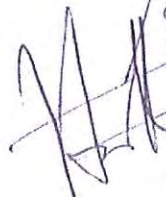
Honorable Juge Jérôme TRAORE

 : Président

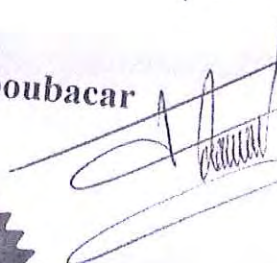
Honorable Juge Hamèye Founé MAHALMADANE

 : Membre

Honorable Juge Alioune SALL

 : Membre

Assistes de Maitre DIAKITE Djibo Aboubacar

 : Greffier



COMMUNITY COURT OF JUSTICE,
ECOWAS

No. 10 DAR ES SALA AM CRESCENT
OFF AMINU KANO CRESCENT,
WUSE II, ABUJA-NIGERIA.
PMB 567 GARKI, ABUJA
TEL: 234-9-78 22 801
Website: www.courtecowas.org

**COURT OF JUSTICE OF THE ECONOMIC COMMUNITY OF THE WEST
AFRICAN STATES**

With headquarters at Abuja, Federal Republic of Nigeria

16 February 2016

Case no. ECW/CC J/APP/22/13

Decision no. ECW/CCJ/JUG/03/16

Composition of the Court:

Hon. Justice Jérôme TRAORE : Presiding

Hon. Justice Hamèye Founé MAHALMADANE : Member

Hon. Justice Alioune SALL : Member

Assisted by Attorney DIAKITE Djibo Aboubacar : Registrar

Delivered the judgment in the case, as follows:

1. **Mr. Ibrahim SORY TOURE**, born in 1972 at Conakry, lawyer, residing in the Camayenne neighborhood, Dixinn Village (CONAKRY);
2. **Mr. Issiaga BANGOURA**, born in 1975, at Forecariah, serviceman, residing in the Wanindara neighborhood, Ratoma Village (CONAKRY);

The Applicants, assisted by Dinah SAMPIL, Chairman of the Bar, Attorney Mohamed TRAORE and Attorney Rachel LIDON with legal residence at the office of Attorney Mohamed TRAORE, CCFA Building/Kaloum, Conakry (Guinea), Tel: (00 224) 664 28 40 11/(00 224) 655 26 32 33, email : Mohamed reotra66@yahoo.fr

Versus:

The Republic of Guinea

Defendant

Assisted by counsels Maurice Lamey KAMANO, Attorney at the Conakry Bar, residing at Conakry, Kaloum Village, Kouléwondy neighborhood, KA-026 St., Tel: (00224) 664-23-16-84/631-13-13-08, POB 3860 and Joachim GBILIMOU, Attorney at the Bar of Guinea, residing at Conakry, Kaloum Village, Kouléwondy neighborhood, KA-026 St., (00224) 664-22-70-75/622-22-70-75, POB 3860

I- PROCEDURE

1. On 13 November 2013, the applicants Ibrahim Sory TOURE and Issiaga BANGOURA, through their counsels, filed a complaint of violation of human rights at the Registry of the ECOWAS Community Court of Justice.
2. On 06 December 2013, the Chief Registrar of the Court sent notice of the said complaint to the Republic of Guinea, which did not submit a statement of defense within the 30-day period;
3. On 13 June 2014, the Chief Registrar drew up a Statement of Failure to Act against the Republic of Guinea;
4. On 13 January 2015, following an application of the applicants' counsels, the President of the judicial panel granted them fifteen (15) to file additional documents;
5. On 13 March 2015, the applicants' counsels filed an additional complaint and submitted evidence with the Court Registry;
6. On 05 June 2015, the lawyers appointed on behalf of the Republic of Guinea submitted a request for extension of time to the President of the Court;
7. On 12 June 2015, the Chairman of the panel granted them a new time period of one (01) month for filing their written submissions, pursuant to a time-limit extension order;

8. On 19 October 2015, the Chief Registrar issued a statement of non-submission of a defense statement by the Republic of Guinea, despite the extension of time that had been granted them;
9. The case was called for hearing on 07 October 2015 and was rescheduled to 19 January 2016 at the request of the applicants' counsels;
10. At the hearing of 19 January 2016, the Republic of Guinea did not appear. Taking the floor, the applicants requested the Court to uphold their claims, particularly since their entries were accepted by the defendant, which did not produce any findings. After these comments, the case was adjourned for deliberation, with judgment to be handed down on 16 February 2016.

II- FACTS-CLAIMS AND ARGUMENTS OF THE PARTIES

11. By application dated 13 November 2013, Messrs. Ibrahim Sory TOURE and Issiaga BANGOURA applied to the Community Court of Justice on grounds of violation of their human rights and petitioned the Court to:
 - *Admit their application, being submitted in due form and within the prescribed legal time limits;*
 - *To declare their claims well founded;*
 - *To order their immediate provisional release;*
 - *To order the State of Guinea to pay the total amount of one hundred and fourteen million (114,000,000) CFA francs to Mr. Issiaga BANGOURA in damages, as compensation for the considerable damage caused to him, enforceable by operation of law, on delivery of the judgment, at the legal rate in effect as of that date;*
 - *To order the State of Guinea to pay the total amount of one hundred and twenty-four million (124,000,000) CFA francs to Mr. Ibrahim Sory TOURE, as compensation for the considerable damage caused to him, enforceable by operation of law, on delivery of the judgment, at the legal rate in effect as of that date;*
 - *To order the State of Guinea to pay all the court costs, amounting to sixty-six million (66,000,000) CFA francs, to be rounded off.*
12. In support of the invoked violations Mr. Ibrahim Sory TOURE states that he was taken in for questioning on 19 April 2013 and remained into custody, which was extended on 23 April 2013 and on 25 April 2013;
13. That on 26 April 2013, after eight (08) days of custody, the Prosecutor at the Court of First Instance of Dixinn, Conakry II issued a warrant of commitment against him on suspected corruption under Article 69 of the Code of Criminal Procedure; that, on 29 April 2013 an introductory prosecution indictment was issued on alleged corruption charges, under Articles 191, 192, 193 *et seq.* of the Criminal Code; that the Public Prosecutor's Office, noting the lack of jurisdiction

of the Dixinn courts, transferred his file to Kaloum, where he was brought before an investigating magistrate on 06 May 2013; that he was indicted by him for corruption, without further clarifications, and a warrant of commitment was issued against him;

14. That on 10 May 2013, he was interrogated for the first time on the substance and answered the questions of the American Federal Bureau of Investigation (FBI) asked by the Prosecutor, in the presence of an FBI agent, his interpreter and the attorney of the Guinean State in the United States; that since this interrogation, he was not further interrogated and no action was carried out within the inquiry opened against him.
15. Mr. Issiaga BANGOURA states that he was taken in for questioning on 16 April 2013 for an alleged military offense and placed into custody; that on the 18 April, he was sentenced to one month in prison for desertion; that on the same day, a search was performed at this home without any legal basis and on the following day, on 19 April 2013, a search was performed at his new employer, VBG, without any connection to an alleged military offense; that within this military proceeding, he was not assisted and could not submit any documents in his defense;
16. That after three (03) weeks in a military prison, he was transferred to the Court of First Instance of Kaloum, indicted on 09 May 2013 on grounds of corruption, without any further clarifications and placed in detention by the investigating magistrate;
17. That his wife was also placed in custody on 30 April 2013 for three (03) days and had to share her cell with men; that, in addition, she was not able to feed her new-born child;
18. That on 20 May 2013, he was interrogated on the substance by the investigating magistrate, and was not further questioned since then, let alone being confronted with a witness;
19. That the different requests for provisional release that they had filed through their counsel were all rejected by the investigating magistrate; that they appealed the court orders that rejected their provisional release;
20. That on 23 July 2013, the investigating magistrate ordered their provisional release, subject to payment of bail; that they appealed this order and the Indictment Chamber, in its ruling of 06 August 2013, ordered their provisional release, subject to judicial supervision;
21. That the General Prosecutor's Office appealed this order before the Court of Cassation on 7 August 2013; that they never received notice of the application for appeal before the Court of Cassation;
22. That since this appeal before the Court of Cassation, they remained in custody and the investigating magistrate issued an order to extend their preventive detention on 05 September 2013 without justifying it and basing it on wrong provisions of the Criminal Code;

23. That these acts represent violations of their rights, which are:
- *The rights to defense within the disciplinary proceeding to which Mr. BANGOURA was subjected;*
 - *The right to an effective recourse;*
 - *The right to be heard by an independent court;*
 - *The right to a fair trial, including equality of arms and the principle of adversarial proceedings;*
 - *The right not to be subjected to inhuman and degrading treatment;*
24. On 13 March 2015, the applicants filed a supplementary application, which indicates that they were released on 27 November 2013 against payment of bail in the amount of one hundred and fifty million (150,000,000) Guinean francs; that they concluded that their interlocutory request for their immediate release was no longer applicable;
25. That, nevertheless, they uphold the previous violations invoked above and state that they have again been victims of violation of their rights, namely:
- *The right to be tried within a reasonable time; and*
 - *The right of free movement and free choice of residence;*
26. That they are petitioning the Court to:
- Admit their supplementary application and declare it well founded;
 - Order the State of Guinea:
 - To pay the total amount of six hundred and ninety million (690,000,000) Guinean francs, to be rounded off, to Mr. Issiaga BANGOURA in damages, as compensation for the considerable damage caused to him, enforceable by operation of law, on delivery of the judgment, at the legal rate in effect as of that date;
 - To pay the total amount of one billion two hundred and thirty-one million (1,231,000,000) Guinean francs, to be rounded off, to Mr. Ibrahima Sory TOURE in damages, as compensation for the considerable damage caused to him, enforceable by operation of law, on delivery of the judgment, at the legal rate in effect as of that date;
 - To order the State of Guinea to pay all the court costs, amounting, for each of the applicants, to two hundred million (200,000,000) Guinean francs, to be rounded off.
27. As to the violation of the right of defense, Mr. BANGOURA argues that the imprisonment punishment imposed on him is a matter of criminal law and he should have been entitled to all the guarantees of a fair trial; that he never enjoyed a fair and public hearing and did not have the adequate time and facilities to prepare his defense and furthermore, could not communicate with a counsel; that the decision that sentenced him to a prison punishment was never communicated to him and he was not able to appeal this decision;

28. That he concludes that there was a violation of Articles 14 of the International Covenant on Civil and Political Rights (ICCPR), 7-1 and 10 of the Universal Declaration of Human Rights (UDHR) and 9 of the Guinean Constitution, as well as the decision of the European Court of Human Rights in the case of Engel and others vs. the Netherlands;
29. As to the arbitrary character of their arrest and detention, the applicants state that in accordance with the announcement of 22 April 2013, they were arrested in the capacity of witnesses; however, on that date, BANGOURA Issiaga was subjected to a military punishment for desertion; that Ibrahima Sory TOURE remained in custody without being informed of any of his rights or precise facts until his interrogation on the substance by the investigating magistrate, in answer to the question of one of his counsels; that he did not know either the type of offense, nor the dates and locations of the alleged offense;
30. That it was during the interrogation on the substance on 10 May 2013 that the investigating magistrate specified orally that Mr. TOURE is prosecuted for passive corruption;
31. That BANGOURA Issiaga was indicted on 09 May 2013 without any details of charges beyond the mention of corruption; that it is only during his interrogation on the substance on 20 May 2013 that the reasons for his arrest and the accusations raised against him were brought to this knowledge;
32. That, furthermore, their arrest and detention were carried out in violation of Guinean Law; that, in fact, the proceeding brought against them is not based on any complaint or denunciation, whereas according to Article 38 of the Guinean Code of Criminal Procedure (CCP), the Public Prosecutor cannot initiate prosecution except based on a complaint or denunciation; that they were kept in custody beyond the legal period, in violation of the provisions of Article 77 of the CCP, which stipulates a custody period of forty-eight (48) hours, extendible once, and which can be doubled for crimes that endanger national security;
33. That Ibrahima Sory TOURE was kept in custody for eight (08) days, although the offense of corruption does not constitute a crime considered as endangering national security; that moreover, the detention of the applicants was carried out in violation of Articles 62 *et seq.* of the CCP, which prescribe that the detainee has the right to notify a member of his family and consult a physician, and that the detention must be recorded in a register; that their detention also violated the provisions of Articles 60 or 70 of the CCP, which prescribe that placement in detention occurs only if this is essential for the needs of the investigation and if there is compelling and corroborative evidence of guilt against a person; that in the present case, there was no evidence that the needs of the investigation required their placement into custody;
34. That the applicant TOURE Sory Ibrahim was detained on the basis of a flawed warrant of commitment issued by a Prosecutor that lacked jurisdiction, in this case, the Public Prosecutor at the Court of First Instance of Dixin, who issued a detention warrant on 26 April 2013; that, in respect of Articles 131, paragraph 3,

132 and 138 of the CCP, the second detention warrant issued on 06 May 2013, was illegal as well;

35. That the investigating magistrate renewed their preventive detention by invoking wrong articles of the Criminal Code and by providing no reasons for his order of 05 September 2013, even though the Indictment Chamber had ordered their provisional release under judicial supervision; that, furthermore, this renewal was in violation of Article 142 of the CCP, as no investigative act was recorded in the file over a four-month period;
36. That, finally, their detention after 06 August 2013 is arbitrary; that they remained in detention even though the Indictment Chamber had ordered their provisional release in its ruling of 06 August 2013;
37. That applicant TOURE Sory Ibrahim was under arbitrary detention since 08 May 2013; while BANGOURA, on his part, states that his detention was arbitrary from 11 May 2013;
38. That for them, their arrest and detention were carried out in violation of Articles 9 and 14.3 a) of the ICCPR, 9 of the UDHR, 6 and 9 of the African Charter on Human and Peoples' Rights (ACHPR) and 9 of the Guinean Constitution;
39. As to the violation of their right to an effective recourse, BANGOURA Issiaga and TOURE Sory Ibrahim argue that they appealed several orders of the investigating judge; that, in addition, they filed applications for annulment; that, to this date, no court has addressed the applications for annulment, which constitutes a denial of justice; that the question of the dispute of the civil action by the Guinean State within the criminal proceedings has also not been settled;
40. That they cite, as basis of this argument, Articles 9.4 of the ICCPR, 8 of the UDHR, 7.1 of the ACHPR, the case law of the European Court of Human Rights as well as the ECOWAS Court of Justice;
41. As to the violation of the principle of the independence of the judiciary, they state that the method of referral of the investigating judge in Guinea contravenes the appearance of independence, in the sense that he receives referrals from the Public Prosecutor, who, in turn is subordinated to the authority of the Keeper of the Seals, Minister of Justice; that they visually noted that the investigating magistrate and the Prosecution took instructions directly from the Minister of Justice, which contravenes the principle of independence;
42. That the declarations of the Minister of Justice, who criticized their counsels, represent a violation of the Guinean constitution;
43. That the investigating magistrate did not demonstrate independence in handling their proceedings;
44. That this lack of independence of the judiciary represents a violation of Articles 14.1 of the ICCPR, 10 of the UDHR, 107 and 111 of the Guinean Constitution as well as the case law of the European Court of Human Rights (ECHR);

45. As to the violation of the principles of adversarial proceedings and equality of arms, the applicants maintain that the adversarial principle was not observed either before the investigating magistrate or before the Indictment Chamber; that, in fact, they received no notice of the proceeding in which they were involved and did not obtain the entire file relating to it;
46. That, in support of this claim, they cite Articles 14 of the ICCPR, 10 of the UDHR, 9 of the Guinean Constitution as well as the case law of the European Court of Human Rights;
47. As to the inhuman and degrading treatment suffered by BANGOURA Issiaga, he argues that he was placed in preventive detention despite being in poor health, of which the investigating magistrate was aware; that, as a detainee, he could not consult a specialized physician; that his health deteriorated steadily due to his detention; that these were inhuman and degrading treatments;
48. That, in support of this claim, he invokes Articles 7 of the ICCPR, 5 of the UDHR, 5 of the ACHPR, 5, 6 and 15 of the Guinean Constitution as well as the decisions of the ECHR;
49. As to the violation of their right to be tried within a reasonable time, BANGOURA Issiaga and Ibrahim Sory TOURE maintain that some of their applications, filed at the office of the investigating magistrate were never answered; that this was the case of two applications for discharge from judicial supervision for health reasons submitted in the interest of BANGOURA Issiaga on 3 December 2013 and 19 May 2014 and of the application of 25 February 2014 to conclude the investigation; that, in addition, some of their applications were not examined within a reasonable time; that their application for discharge from judicial supervision filed on the 17 March 2014 at the office of the investigating magistrate was answered only on 14 May 2014, namely two (02) months later, in violation of the provisions of Article 145, paragraph 2 of the Guinean CCP, which stipulates a period of five (05) days; that the request for discharge from judicial supervision filed at the Indictment Chamber on 12 June 2014 was answered only on 18 December 2014, namely after a period of six (06) months, in violation of Article 145, paragraph 2 of the Guinean CCP, which stipulates a period of twenty-one (21) days to determine such requests; that finally, the Supreme Court, to which an appeal was lodged on 07 August 2013, gave a decision only on 14 April 2014, by a ruling of inadmissibility of the appeal; that, more generally, two years after it was initiated, after the applicants' indictment, the investigation had made no progress;
50. That, in support of this violation, the applicants invoke Articles 9, paragraphs 3 and 4, 14 of the ICCPR, 7 of the ACHPR, Articles 145 and 225 of the Guinean CCP, as well as the decisions in the cases GBABGO vs. Ivory Coast dated 22 February 2013 and AMOUZOU Henri and five others (ECW/CCJ/JUG/04/09) of 17 December 2009 of the ECOWAS Court of Justice, and the decision in the case SANCHEZ REISSE vs. Switzerland (ECHR, 21 October 1986, Series A no. 164);

51. As to the violation of their right of free movement and free choice of residence, the applicants base it, on the one hand on the fact that they were kept in detention between 06 August 2013 and 29 November 2013 according to an alleged suspensive appeal of the Guinean Public Prosecutor's Office, which, in fact it was not, and, on the other hand, on the fact that they were subjected to judicial supervision that they consider as stringent, and which imposed the following obligations:
- Not to go beyond certain territorial limits;
 - Not to go to public places, to refrain from any declarations to public or private radio stations at that location;
 - To inform the investigating judge of any travel outside of Conakry;
 - To report twice a week, on each Monday and Friday at the office of the judge;
52. That they cite Article 12, Section 1 of the ICCPR, Article 13.1 of the UDHR, Article 12 (1) (2) of ACHPR, Article 10 paragraph 4 of the Guinean Constitution and the decision in the case of Simone Ehivet and Michel GBAGBO vs. Ivory Coast (ECW/CCJ/JUD/03/13) of 22 February 2013;
53. As to the remedies sought, the applicants invoke Articles 66 *et seq.* of the Court Rules:

III - REASONS FOR THE DECISION

As to the form

1. As to the admissibility of the application

54. Whereas the applicants' application is compliant with the requirements of Article 33-1 and 2 of the Rules of the Court; whereas, in addition, their supplementary application is also compliant with the cited provisions;
55. Whereas the applications, being compliant with the conditions of admissibility set out in Article 33.1 and 2, they may be declared admissible;
56. Whereas under Article 9-4 of Additional Protocol (A/SP. 1/01/05) of 19 January 2005 amending Protocol (A/P. 1/7/91) on the Community Court of Justice: "The Court is competent to hear cases of violation of human rights of any Member State";

2. As to jurisdiction

57. Whereas, in the case at hand, the applicants' applications relate to establishing the violation of their rights; whereas the invoked facts are indeed related to acts that they consider being infringements of their rights;
58. Whereas consequently, the Court may deem appropriate to establish its jurisdiction to examine the said applications;

3. As to judgment by default against the Republic of Guinea

59. Whereas according to Article 90 of the Rules of the Court: “If a defendant on whom an application initiating proceedings has been duly served fails to lodge a defense to the application in the proper form within the time prescribed, the applicant may apply for judgment by default”;
60. Whereas, in the case at hand, the Republic of Guinea received notice of the application on 06 December 2013; whereas it did not respond to the application within the prescribed period of thirty (30) days;
61. Whereas following the application dated 05 June 2015, it requested an extension of the time, which was granted by an order dated 12 June 2015; whereas despite this extension, no written documents were filed by the Republic of Guinea;
62. Whereas, in light of the foregoing, the provisions of the aforesaid Article 90 are applicable and a judgment by default against the Republic of Guinea may be rendered;

As to the merits

1. As to the violation of the rights of defense of Mr. BANGOURA

63. Whereas the rights of defense are laid down in Articles 7 of the African Charter on Human and Peoples' Rights, 10 of the Universal Declaration of Human Rights and 14.2 of the International Covenant on Civil and Political Rights (ICCPR); whereas these rights include the right of any person charged with a criminal offense to be assisted by the counsel of his choice, to be informed of the possibility to engage the services of a counsel and even to obtain the assistance of a counsel free of charge at the expense of the State when the interest of justice so requires, ...;
64. Whereas the Court cannot determine and punish the violation of human rights unless whoever claims such violations produces evidence thereof”;
65. Whereas the Court, in the decision rendered on 17 February 2010 in the case of GARBA Daouda vs. the Republic of Benin (ECW/CCJ/APP/03/09) stated in its paragraph 35: “It is a general rule in law that during trial, the party that makes allegations must provide the evidence. The onus of constituting and demonstrating evidence is therefore upon the litigating parties. They must use all the legal means available and furnish the points of evidence which go to support their claims. The evidence must be convincing in order to establish a link with the alleged facts”;
66. Whereas in the case at hand, the applicant BANGOURA Issiaga has not produced any written instruments that can substantiate the claims of violation of his rights of defense; whereas, in fact, he has not produced either the decision whereby he was convicted to a prison term of one (01) month, or any other instrument of another type that can demonstrate on the one hand, that he was tried for desertion, and on the other hand, that he was a victim of the violation of his rights of defense

during the said judgment; whereas there is no document in his file that can confirm his declarations;

67. Whereas it should be pointed out that even the applicant's counsels did not accept the applicant's statements at face value, as they themselves noted on page 12, item 3.4, first paragraph of their initial application, that "the file does not contain any report, or questioning warrant" and use the verb "seems" in their narrative of the facts;
68. Whereas, consequently, it should be concluded that the claim of violation of the rights to defense of BANGOURA Issiaga is ill-founded;

2. As to the arbitrary character of the arrest and detention of the applicants BANGOURA Issiaga and Sory Ibrahima TOURE

69. Whereas the arbitrary arrest and detention of any individual are prohibited by Articles 6 of the ACHPR, 9 of the UDHR and 9 of the ICCPR;
70. Whereas according to the Working Group on Arbitrary Detention established by the United Nations Commission on Human Rights: "Deprivation of liberty is arbitrary if a case falls into one of the following three categories:
 - When it is clearly impossible to invoke any legal basis justifying the deprivation of liberty;
 - When the deprivation of liberty results from the exercise of the rights or freedoms guaranteed by Articles 7, 13, 14, 18, 19, 20 and 21 of the Universal Declaration of Human Rights and, insofar as States parties are concerned, by articles 12, 18, 19, 21, 22, 25, 26 and 27 of the International Covenant on Civil and Political Rights;
 - When the total or partial non-observance of the international norms relating to the right to a fair trial, spelled out in the Universal Declaration of Human Rights and in the relevant international instruments accepted by the States concerned, is of such gravity as to give the deprivation of liberty an arbitrary character".
71. Whereas in the case at hand, the applicants do not bring proof of the arbitrary character of their detention; whereas, in fact they simply declare that they were given no reason for their arrest; whereas there is no physical evidence enabling the Court to substantiate such claims;
72. Whereas it is common that the applicants' questioning occurred following searches to which they were subjected; whereas these searches were carried out by the judicial police at the request of the Public Prosecutor at the Court of First Instance of Dixinn and a report concerning Ibrahima Sory TOURE was drawn up; whereas the latter was brought before the aforementioned Public Prosecutor; whereas a request was made under a judicial cooperation agreement between the Republic of Guinea and the United States Government for the purposes of an ongoing multi-jurisdictional inquiry concerning allegations of corruption related

to the acquisition of mining rights in the Republic of Guinea; whereas, anyway, it would be surprising that the applicants had not been informed of the reasons for their questioning, which took place following a search;

73. Whereas in any case, the applicants' claims concerning the arbitrary character of their arrest are not founded on any element of proof; whereas no instrument allows the Court to establish the lack of notification of the reasons for their arrest; whereas, as stated above, the Court cannot base the violation of human rights on unfounded claims;
74. Whereas in the absence of such elements, it can be concluded that the invoked violation is ill-founded;
75. Whereas concerning the exceeded period of eight (08) days of arrest invoked by the applicants to justify the arbitrary character of their detention during the preliminary inquiry, they have produced no proof; whereas, in fact, there is no instrument that allows establishing such an exceeded period; so that accordingly, this claim is ill-founded as well;
76. Whereas since their detention was ordered by the investigating judge of Office No. 2 of the Court of First Instance of Kaloum, the procedure has shown that this detention was based on detention orders; whereas a warrant of commitment was issued against each of the applicants during their indictment on charges of corruption; whereas their detention, therefore, was carried out based on an instrument delivered by a competent authority, in accordance with the provisions of Guinean law;
77. Whereas, in addition, the applicants' detention was renewed by the investigating judge in charge of examining their case; whereas with respect to Guinean law, he was entitled to extend the detention and provide reasons therefor;
78. Whereas it is not for the Community judge to determine the reasons of the order to extend the detention of the investigating judge, since it is not an Investigation Chamber of the second degree;
79. Whereas, in light of foregoing elements, it may be concluded that the applicants' detention, ordered on 06 of May and on 09 of May, respectively and extended by the investigating judge does not have an arbitrary character;
80. Whereas the Indictment Chamber of the Court of Appeal of Conakry ordered the provisional release of the applicants following the ruling of 06 August 2013; whereas, following this decision, the Attorney General lodged an appeal the very next day after the decision was delivered, based on which the Prosecutor General of the Court of Appeal of Conakry suspended the execution of the decision of provisional release of the applicants, thus keeping the applicants in detention;
81. Whereas, however, Law 91/008 of 23 December 1991 on the powers and operation of the Supreme Court does not confer a suspensive character to an appeal against decisions given by the Indictment Chamber in matters of preventive detention; whereas the suspension of the effects of the decision of the Indictment Chamber of 06 August 2013 did not have a legal basis;

82. Whereas the applicants should have been granted provisional release since 06 August 2013; whereas their continued detention beyond this date, without a legal base, until 29 November 2013, the date of the release order, constitutes arbitrary detention and consequently violates Articles 9 of the ICCPR and of the UDHR;

2. As to the violation of their right to an effective recourse

3.

83. Whereas the right to effective recourse is guaranteed by international protection mechanisms of human rights, including Article 7 of the ACHPR, Article 8 of the UDHR and Article 2.3 of the ICCPR; whereas Article 2.3 of the aforementioned Covenant provides that:

“3. Each State party to the present Covenant undertakes:

- a) To ensure that any person whose rights or freedoms as herein recognized are violated shall have an effective recourse, notwithstanding that the violation has been committed by persons acting in an official capacity;
- b) To ensure that any person claiming such a remedy shall have his right thereto determined by competent judicial, administrative or legislative authorities, or by any other competent authority provided for by the legal system of the State, and to develop the possibilities of judicial remedy;
- c) To ensure that the competent authorities shall enforce such remedies when granted”.

84. Whereas effective recourse, according to Pierre MERTENS in his article “The right to an effective recourse before the national competent authorities in international agreements on the protection of human rights”, is a recourse *that is not purely formal, but that would offer all the required guarantees of effectiveness and a chance of success, leading to a decision that could materialize into practice*: whereas an effective recourse, therefore, would enable its initiator not only to file an application with the competent authority (judicial or administrative), but also to obtain from it a decision that can materialize into practice;

85. Whereas in the case at hand, the applicants filed with the Indictment Chamber of the Court of Appeal of Conakry applications for cancelling the judicial investigation proceeding initiated against them, which they consider to be a violation of their fundamental rights; whereas it is apparent from the file that these applications were received by the said Chamber under number 24 on 13 May 2013;

86. Whereas they also filed an application to close the investigation on 25 February 2014 at the office of the investigating judge;

87. Whereas, however, no decision regarding these appeals has been given by these courts to date; whereas by failing to address the applications for cancellation and for ending the investigation filed by the applicants, the Indictment Chamber of the

Court of Appeal of Conakry and the investigating judge at the office of the Court of Dixin violated the applicants' right to effective recourse;

3. On the violation of the principle of the independence of the judiciary

88. Whereas Article 10 of the UDHR and Article 14.1 of the ICCPR establish the right of everyone, in full equality, to a fair and public hearing by an independent and impartial tribunal, ...;
89. Whereas judicial independence, a sacrosanct principle of democracy, postulates that, in its operation, the judicial system must not allow interference from executive or legislative bodies; in other terms, there should be a constitutionally-sanctioned separation of powers;
90. Whereas the fundamental principles of independence of the judiciary, adopted by the seventh United Nations Congress on the Prevention of Crime and the Treatment of Offenders held in Milan from 26 August to 6 September 1985 and confirmed by the General Assembly Resolutions 40/32 of 29 November 1985 and 40/146 of 13 December 1985 state that:
 - “1. The independence of the judiciary shall be guaranteed by the State and enshrined in the Constitution or the law of the country. It is the duty of all governmental and other institutions to respect and observe the independence of the judiciary.
 2. The judiciary shall decide matters before them impartially, on the basis of facts and in accordance with the law, without any restrictions, improper influences, inducements, pressures, threats or interferences, direct or indirect, from any quarter or for any reason”;
91. Whereas in the case at hand, the Constitution of the Republic of Guinea has enshrined the principle of the independence of the judiciary in its Article 107;
92. Whereas referral to the investigating judge by the Prosecutor is prescribed by the Guinean legislation; whereas it should be noted here that such referral does not compromise in any way the independence of the investigating judge, who is a sitting judge, holder of the judicial power; whereas, however, while it is true that the Public Prosecutor is a magistrate hierarchically subordinated to the Attorney General, who in turn, is subordinated to the Minister of Justice, he should be differentiated from the investigating judge, who is an independent magistrate and exercises his duties in complete independence; it is his task to conduct the investigation of cases referred to him, and not that of the Prosecutor performing the referral; whereas in this case, the mere referral to the investigating judge by the Prosecutor cannot be considered as violating the independence of the judiciary;

93. Whereas in addition, as the Court has already pointed out in its decisions in the case of Hadijatou Mani Koraou vs. the Republic of Nigeria of 27 October 2008 (Decision ECW/CCJ/JUD/06/08) and in the case of Abdoulaye BALDE and others vs. the Republic of Senegal of 22 February 2013 (ECW/CCJ/JUG/04/13) it is not its task to evaluate the legislations of Member States; yet, in the case at hand, the referral to the investigating judge by the Public Prosecutor is prescribed by Law 037/AN /98 of 31 of December 1998 on the Code of Criminal Procedure of Guinea; whereas making an assessment of this law would involve assessing the law on the Code of Criminal Procedure of Guinea, which it cannot do;
94. Whereas finally, the actions invoked by the applicants regarding the interference of the Minister of Justice in the proceeding have not been justified; these are simple allegations that were not substantiated by elements of proof;
95. Whereas in light of the foregoing, it should be concluded that the invoked violation is ill-founded;

4. As to the violation of the principles of adversarial proceedings and equality of arms

96. Whereas equality of arms is one of the inherent elements of the concept of fair trial; whereas it expects that each party be offered a reasonable possibility to present its cause under conditions that do not place it in a disadvantaged position relative to its opponent and requires that a fair balance should be maintained between the parties; whereas the adversarial principle implies the possibility of the parties to know and discuss all the produced elements of proof and all the presented observations, and thereby to influence the decision of the Court; whereas this principle is closely related to the equality of arms and these principles have been enshrined by Articles 10 of the UDHR and 14 of the ICCPR; whereas a violation of equality of arms would then result in an imbalance caused by one court between the parties to a proceeding in the presentation of their cause; whereas the violation of the adversarial principle would imply the fact that an accused person cannot obtain knowledge and discuss the elements of evidence on which his accusation is based; whereas the ECHR, in its decision in the case of Kuopila vs. Finland (No. 27752/95 of 27 April 2000), found that failure to communicate evidence to the defense may prejudice both the equality of arms and the adversarial principle; whereas the same Court, in its decision in the case of Matyjek vs. Poland (No. 38184/03 of 24/04/2007) found the fact that the defendant had limited access to his file and to other documents to be an infringement of equality of arms; whereas in its decision in the case of Rowe and Davis vs. the United Kingdom (No. 28909L/95 of 16/02/20002), it pointed out that the adversarial principle requires the prosecuting authorities to communicate to the defense all the relevant evidence in their possession, whether incriminating or exonerating;

97. Whereas in the case at hand, it appears from the file that the applicants were not placed under the same conditions as the prosecution as part of their defense during the investigation procedure; whereas, in fact, on the one hand they did not receive documents pertaining to the proceeding within sufficient time to enable their adequate defense, while, on the one hand, some documents were not provided at all;
98. Whereas an interrogation on the substance scheduled for the 09 May 2013 had to be deferred to 10 May 2013 because the file had not been provided to the applicants; whereas the said interrogation held on the 10 May took place in the presence of third parties without them being informed thereof in advance;
99. Whereas the report of Chief Superintendent CONDE was not provided to them, although it was an essential element of the proceeding; whereas this report relates to investigative actions, including the searches carried out at the home of Ibrahima Sory TOURE and Issiaga BANGOURA; whereas in fact this is the report of the performed searches that resulted on the one hand in items being seized and on the other hand, in the applicants' being held for questioning;
100. Whereas its provision was therefore necessary to enable the applicants to discuss its content; whereas by not providing it to the applicants in the course of the proceeding, the judicial authorities, in particular the investigating judge of Office 2 of the Court of First Instance of Kaloum, violated the adversarial principle;
101. Whereas with regard to the foregoing, it must be concluded that the State of Guinea, through its judicial authorities, violated the principles of equality of arms and the adversarial principle in the proceeding initiated against the applicants;

5. *As to the inhuman and degrading character of the treatment suffered by BANGOURA Issiaga*

102. Whereas Articles 5 of the ACHPR, 5 of the UDHR and 7 of the ICCPR prohibit inhuman and/or degrading treatment of anyone;
103. Whereas inhuman treatment, according to the European Court of Human Rights in its decision in the case of Tyrer (ECHR, 25/04/1978) is treatment that causes intense physical or mental suffering, which may also bring about acute physical disturbances; whereas, according to the same Court, degrading treatment involves measures that may create in people feelings of fear, anguish and inferiority calculated to degrade and humiliate them and possibly break their physical and spiritual resistance;
104. Whereas in the case at hand, the fact of placing applicant BANGOURA Issiaga in preventive detention although he had indicated his health condition, does not constitute in itself inhuman and degrading treatment if, on the one hand, the measure of placement in detention is justified, and on the other hand, if there are no medical documents allowing the investigating judge to evaluate whether the

defendant's health condition is compatible with the measure of deprivation of liberty;

105. Whereas, in addition, being placed in preventive detention does not deprive the accused of his right to receive care, if so required by his health condition, even outside of his place of detention;
106. Whereas inhuman and degrading treatments would have occurred if the applicant had not had access to healthcare despite a worsening health condition, and if he had also been deprived of care on the order of the investigating judge; whereas in the case at hand, this is not the case; in fact, the applicant was not only visited by an in-house physician of the detention facility, but was also authorized to receive care in a hospital; whereas therefore, measures were taken to preserve the applicant's health condition, in particular by being placed in a hospital;
107. Whereas in light of the foregoing, it should be concluded that BANGOURA Issiaga was not a victim of inhuman and degrading treatments;

6. As to the violation of the right to be tried within a reasonable time

109. Whereas Articles 7 of the ACHPR, 9 paragraph 3 and 14 of the ICCPR establish the right of any citizen to have his case heard within a reasonable time; whereas, in accordance with the ECHR, the concept of reasonable time is assessed according to the circumstances of the issue, especially the complexity of the case, the conduct of the applicant and that of the competent administrative and judicial authorities (ECHR, Boddaert vs. Belgium, 12 October 1992, Series A no. 235-D);
110. Whereas in determining the length of a criminal proceeding, its starting point is the date on which the person is charged (ECHR decision in the Eckle case of 15 July 1982, Series A no. 51, and it ends on the date of the final ruling;
111. Whereas in the case at hand, the applicants Ibrahima Sory TOURE and Issiaga BANGOURA were charged on the 06 of May and 09 May 2013, respectively on serious grounds of passive corruption; whereas the investigating judge in charge of the case carried out their interrogation on the substance on the 10 of May and 20 May 2013, respectively; whereas to date, namely more than two (02) years after being charged, no ruling has yet been given regarding the charges brought against them;
112. Whereas, however, it has not been established that the charges brought against the applicants were of a complexity requiring long investigations; whereas, in fact, there were only two persons charged in the proceeding, and they were questioned on the substance of the case; whereas searches were carried out and objects were seized; whereas the investigating judge did not file any instrument trying to establish the truth after the interrogation of the accused on the substance; whereas these are offenses that, in principle, do not require a long period of investigation;

113. Whereas therefore, in light of the nature of the charges brought against the applicants and the lack of complexity of the proceeding, a period of two (02) years without delivery of a court decision does not seem reasonable;
114. Whereas it may be concluded that their right to be tried within a reasonable time was violated;

7. As to the violation of the right of free movement and free choice of residence

115. Whereas Articles 12 (1) (25) of the ACHPR, 13.1 of the UDHR and 12, Section 1 of the ICCPR establish that everyone has the right to freedom of movement and residence;
116. Whereas this right is not absolute and may be limited by law or for other reasons;
117. Whereas in the case at hand, the applicants were placed in judicial supervision following an order of the investigating judge on 27 November 2013, after their provisional release; whereas judicial supervision is provided for by Guinean law;
118. Whereas judicial supervision is a restrictive measure of the freedom of movement and free choice of residence, it does not represent a violation of this liberty, since it was prescribed by a court decision;
119. Whereas it must be concluded that there was no violation of the right to freedom of movement and free choice of residence;

8. As to remedies

120. Whereas the Court's jurisdiction regarding violations of human rights allow it not only to establish such violations, but also to grant remedies, where applicable;
121. Whereas in the case of BADINI Salfo vs. Burkina-Faso (ECW/CCJ/JUD/13), the Court pointed out that: “When it finds violation of human rights, the measures [that] it orders (...) are primarily intended to end the said violations and provide remedy. In doing so, it takes into account the individual circumstances of each case, to indicate the appropriate measures ...”;
122. Whereas in the case at hand, the Court has found that the applicants were victims of arbitrary detention during the period between 06 August 2013 and 29 November 2013 and of violation of the principle of adversarial proceeding and equality of arms, the right to be tried within a reasonable time and the right to effective recourse, within the proceeding initiated against them;
123. Whereas thereby, the Court should order the reparation of such violations by indemnifying the applicants;
124. Whereas the applicant Ibrahim Sory TOURE prior to his detention, worked as a contractor at the company VBG Sarl as Senior Analyst of Institutional Relations;

whereas he was receiving a monthly salary of about forty million (40.000.000) Guinean francs; whereas he lost his job due to his provisional detention;

125. Whereas applicant BANGOURA Issiaga before his provisional detention also had an employment contract of indefinite duration at the company VBG Sarl; whereas he received a monthly salary of about twelve million (12.000.000) Guinean francs; whereas he also lost his job following his detention;
126. Whereas the applicants lost their jobs due to their provisional detention, which has an arbitrary character;
127. Whereas the loss of their job has inevitably caused them a financial loss;
128. Whereas consequently it would be appropriate to order the compensation of this loss by granting damages to each of the applicants;
129. Whereas furthermore, the violation of the adversarial principle, of the right to effective recourse, of equality of arms and of the right to be tried within a reasonable time also caused them losses that should be remedied;

9. As to Court costs

130. Whereas according to Article 66.2 of the Rules of the Court:
 1. “A decision as to costs shall be given in the final judgment or in the order that closes the proceedings.
 2. The unsuccessful party shall be ordered to pay the costs if they have been applied for”.
 3. Whereas in the case at hand, the Republic of Guinea was unsuccessful in this proceeding;
 4. Whereas it is appropriate that it be ordered to pay all the costs;

For these reasons

The Court, adjudicating in a public sitting, by default judgment against the Republic of Guinea in respect of violation of human rights, in first and last resort;

As to the form:

- Declares the application to be admissible;
- Declares that it has jurisdiction to hear the case;

As to the merits:

- Declares that the violation of the rights of defense and the inhuman and degrading treatments invoked by BANGOURA Issiaga are ill-founded;

- States that the applicants' claims regarding the arbitrary character of their arrest, the violation of the principle of independence of the judiciary and the violation of their right to free movement and free choice of residence are ill-founded;
- States that their detention based on orders issued by the investigating judge does not represent a violation of human rights;
- States that, in contrast, their detention became arbitrary for the period from 06 August to 29 November 2013;
- Likewise, states that the State of Guinea through its judicial authorities violated the applicants' right to effective recourse, the adversarial principle and the equality of arms, as well as the right to be tried within a reasonable time;
- Orders the Republic of Guinea to pay the sum of thirty million (30,000,000) CFA francs to Ibrahim Sory TOURE and the sum of fifteen million (15,000,000) CFA francs to Issiaga BANGOURA for all the damage they suffered;
- It dismisses all their additional claims;
- It orders the Republic of Guinea to pay all the costs;
- Thus made, adjudged and pronounced in a public hearing at Abuja, in the Federal Republic of Nigeria by the ECOWAS Community Court of Justice, on the aforementioned days, months and year;

Signed by:

Hon. Justice Judge Jérôme TRAORE	: Presiding
Hon. Justice Hamèye Founé MAHALMADANE	: Member
Hon. Justice Alioune SALL	: Member

Assisted by Mr. DIAKITE Djibo Aboubacar	: Registrar
--	--------------------